

DRAME DE STRÉPY

«Pour certaines victimes, le suivi psychologique durera des années»

La liste des personnes affectées par le drame de Strépy ne se limite pas qu'aux victimes présentes ce dimanche 20 mars. Une aide psychologique est essentielle. Rencontre avec Laurence Libert, la coordinatrice de l'ASBL Resilience qui assure ce suivi.

Laurence Libert
Coordinatrice de l'ASBL Resilience

En quoi consistent les missions de l'asbl Resilience ?

Notre mission est de fournir une aide psychosociale à toute personne confrontée aux conséquences d'une infraction pénale dans le cadre, ou non, d'une procédure judiciaire. Nous agissons pour les victimes d'infractions, les auteurs incarcérés ou pas et leurs proches pour tout l'arrondissement Hainaut-Mons. Nous proposons deux types d'accompagnement : un accompagnement social avec des mises en ordre administratives, des recherches de logement, de formation pour des auteurs d'infractions. Et un suivi psy et une aide aux victimes (rentrer des dossiers d'assurances, etc.)

Comment avez-vous été appelés dans le cadre de Strépy ?

Nous n'étions pas directement sur place au moment du drame, nous avons été appelés le lendemain en tant que service d'aide aux victimes en deuxième ligne. L'urgence directe est plutôt prise en charge par le SAPV, le service d'assistance policière d'aide aux victimes, qui ont relayé ensuite vers nous. Très vite s'est mise en place cette coordination au niveau de la Fédération Wallonie Bruxelles où ils ont activé le décret d'urgence collective qui normalement devait être seulement adopté en octobre 2022. Le drame de Strépy a précipité les choses et la ministre Valérie Glatigny (des Maisons de Justice) a décidé de l'activer alors qu'il n'était adopté qu'en première lecture. Ce décret a vu le jour suite aux attentats de Bruxelles. Il prévoit en phase aiguë une coordination fédérale et en phase post-aiguë, une coordination via les communautés, et donc ici via la ministre Glatigny de la FWB.

Quelles furent vos premières interventions ?
Nous sommes intervenus dans un premier temps pour des personnes

qui ne savaient pas se déplacer, notamment des témoins directs coincés à domicile. On leur a envoyé l'une de nos psychologues. Très vite la FWB est venue vers nous pour voir quels étaient nos besoins, et dans les jours suivants, nous avons commencé à recevoir des demandes de suivi psychologique qui nous étaient relayées notamment par le SAPV, mais aussi par d'autres biais avec des séances d'informations pour les victimes. Maintenant certains ont effectué une demande et se sont rétractés, sentant qu'ils n'étaient pas prêts. Chacun doit en effet pouvoir évoluer à son rythme. En gros, on a touché une certaine de personnes liées à ce drame depuis le début, et ce n'est pas fini.

Quels sont les profils de tous ces sollicitants ?

De la personne blessée et hospitalisée aux familles de ces personnes qui subissent encore les conséquences de ce drame au quotidien, ou des proches des défunts, mais aussi des témoins de la scène qui n'ont pas été blessés physiquement mais psychologiquement en ayant tout vu. En tout cas, uniquement des particuliers, les professionnels (pompiers, policiers, etc.) sont pris en charge plutôt par l'API (L'Aide psychologique aux intervenants, ndr).

De quels maux souffrent toutes ces personnes que vous aidez ?

Le besoin de reprendre le cours de leur vie, de pouvoir à nouveau dormir... La plupart sont poursuivis par les images de ce drame et souffrent d'un stress post-traumatique. Elles ont vécu un trauma important. Plus tôt elles consulteront, au mieux nous pourrions rendre moins violent ce stress. Certaines victimes sorties de l'hôpital ne se souviennent même plus de rien, d'autres gardent encore beaucoup d'images et l'angoisse est bien présente...

En quoi consiste votre thérapie ?
On fonctionne avec des psychologues spécialisés dans les traumas. Ce suivi entièrement gratuit peut aller d'une seule séance qui

suffit à ces personnes pour dire ce qu'elles ont sur le cœur, à plusieurs durant une plus longue période. Tout cela se construit avec nos thérapeutes, c'est une approche individuelle en fonction des besoins de chacun, elles utilisent plusieurs techniques. Elles aident à mettre des mots avec des séances d'EMDR (thérapie des mouvements oculaires permettant de débloquer ses souvenirs traumatiques, ndr) et d'hypnose.

Combien de psychologues avez-vous pu mettre à leur disposition ?

Au départ deux psys, en fait 1,25 équivalent temps plein, ce qui est très peu car on a fait une offre de services à une centaine de personnes et nous en avons jusqu'à présent accompagné qu'une trentaine, sachant que certains renoncent entre deux. Car dans un premier temps, à peine deux mois après le drame, beaucoup sont encore occupés dans la phase administrative, surtout après un enterrement. Cela peut prendre du temps pour se poser, pour se retrouver seul avec soi-même et se rendre compte qu'on a besoin d'aide. Certains commencent aujourd'hui à revenir vers nous.

Observez-vous des priorités pour traiter ces traumas ?

Tout est relatif. En collaboration avec la Ville de La Louvière, la police a recensé d'abord une centaine de victimes liées avec le drame avec lesquelles nous avons organisé des réunions et séances d'information. Une première avec les familles endeuillées, une autre avec les proches des victimes hospitalisées, puis une troisième qui se fera avec toutes les victimes directes ou indirectes et témoins. Nous avons offert à une centaine de personnes nos services, libre à celles-ci de venir spontanément aujourd'hui ou plus tard. Elles peuvent venir nous rencontrer à Mons, où on peut se déplacer. À mon avis, notre travail durera encore plusieurs années.

Vos psychologues ont-elles suivi une formation particulière ?

Nos deux psychologues ont 20 ans d'expérience, elles ont en outre suivi des formations de gestion du trauma, des thérapies brève (classification des troubles, ndr), en hypnose conversationnelle. Elles sont vraiment spécialisées pour ce genre de drame. Notre ASBL a accompagné des victimes pour la catastrophe de Ghislenghien, l'accident ferroviaire de Buizenghen, les attentats de Bruxelles... Depuis que la FWB travaille avec nous, que nous sommes partenaires des Maisons de Justice, toute une structure s'est ainsi mise en place et cela nous donne plus de visibilité. Le drame de Strépy a aussi renforcé notre rapidité d'intervention et d'accompagnement.

L'impact médiatique autour d'un tel drame est-il difficile à vivre pour les victimes ?

Oui, c'est très dur à gérer pour les victimes qui ont du mal à protéger leur vie privée, à gérer leur deuil et leur peine. L'information est bien sûr nécessaire et a son importance, mais

elle peut être fautive aussi. Et c'est bien pire encore sur les réseaux sociaux qui vont très vite et sont un véritable enfer pour les victimes, mais aussi pour la famille de l'auteur. Sans oublier les rumeurs de village qui compliquent le tout, y compris dans ce drame où tout le monde se connaît.

Finalement, que retenir-vous surtout de votre intervention sur le drame de Strépy ?

Une coordination efficace de la FWB et de tous les services et intervenants de première et seconde lignes, ce qui a permis de bien prendre en charge toutes ces personnes et de continuer. Sans oublier une magnifique solidarité entre et autour des victimes.

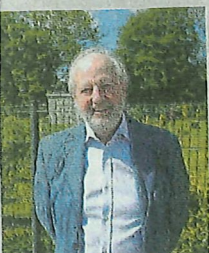
ARNAUD DUJARDIN



Laurence Libert, la coordinatrice de l'asbl Resilience. © D.R.

Ces élèves se retrouveront après 53 ans !

Le 28 mai prochain, ils seront une vingtaine d'anciens élèves de l'école Normale de Braine-le-Comte à se retrouver, plus d'un demi-siècle après avoir obtenu leur diplôme.



P.9 © D.C.

ACHÈTE CHER ET JUSTE !

- Manteaux de fourrure: vison, astrakan, renard.
- Argenterie: couverts et pièces de forme.
- Armes anciennes: fusil, pistolet, épée, sabre.
- Montres gousset /bracelet.
- Instrument de musique: piano, violon, saxo.
- Livres anciens: dictionnaire, missel...
- Machines à coudre et poste de radio.
- Meubles et objets anciens: pendule, tableau, sculpture, luminaire, miroir...
- Objets asiatiques, vase Jade.
- Bijoux or, argent, fantaisie ...
- Pièces de monnaies anciennes.
- Cuivre et étain.



MAISON ALEXIS : 0489 / 84 83 23

Alertez-nous

La ministre Glatigny est venue à point avec un subside de 190.000 euros

Le drame de Strépy-Bracquegnies a marqué les esprits. Et pour assurer leur prise en charge psychologique, la ministre des Maisons de Justice, Valérie Glatigny a débloqué un montant de 187.280 euros afin de soutenir les trois associations qui viennent en soutien à ces personnes et à leurs proches. Parmi ces trois acteurs essentiels, l'ASBL Resilience, basée à Mons et créée en 1984. Un subside qui vient à point selon Laurence Libert, sa coordinatrice : « Au début, on a fait dans l'urgence, l'équipe s'est mobilisée, et très vite on a demandé à nos autres psys qui travaillent plus avec des auteurs de faits, de s'occuper également des victimes en renfort jusqu'à ce que l'on ait reçu la semaine dernière la confirmation d'un nouveau subside. Ce qui nous permet de mettre désormais trois psys au service des victimes, cela équivaut à un équivalent temps plein psy en plus, ainsi que du temps de coordination ».

Évidemment, l'ASBL doit continuer en même temps ses autres missions notamment liées aux auteurs de faits confrontés aux conséquences d'une infrac-

tion pénale : « Il n'y a pas que Strépy en effet. Ce subside est pour un an, on espère qu'il se poursuivra. Sinon, l'année prochaine, nous perdons un équivalent temps plein. Car on a entamé des suivis avec les victimes, pour certaines quelques séances suffiront, mais pour d'autres, cela peut prendre encore des années... »

Un suivi qui devrait en effet se faire toujours avec le même thérapeute : « Je vois mal commencer un bout de chemin avec un thérapeute pour l'arrêter un an après et devoir passer dans une autre structure. Cela n'aurait pas de sens ! » Et d'ajouter : « Il faut tenir compte aussi du soutien extérieur ! Heureusement ici, on a pu observer une grande solidarité qui s'est mise en place entre les victimes et aussi avec la Ville de La Louvière. Nous allons également débiter grâce à ce subside des groupes de parole accompagnés de psychologues. Il reste beaucoup à faire, et nous n'avons pas encore rencontré tout le monde à ce stade, on est encore trop près du moment du drame... »

A.T